



**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N° DLM 2020-04 - Séance du 19 février 2020**

*ACTES*

*4. Fonction publique*

*4.4 Autres catégories de personnels*

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
25	18	23

Vote	
Pour	23
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le dix-neuf février à 19 heures le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 13 février 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 13 février 2020.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, RAMORA Anna, MICHEL Yves.

**Pouvoirs de :** MARTINEZ Mickaël pour RODENAS François, DESTAILLATS Aline pour CONTENSEAU Carole, SOULIER Alain pour MARTY Philippe, MONIN Séverine pour BASSO Béatrice, DURIX Olivier pour MAZOLLIER Elisabeth.

**Absents :** SIMAR Morgan et FOUREL Sylvain.

**Secrétaire de séance :** Ludovic DUCAMP

## N° DLM 2020-04 – RESSOURCES HUMAINES : RENOUVELLEMENT D'UNE ACTIVITE ACCESSOIRE

Sur le rapport de Madame Béatrice BASSO, adjointe au maire déléguée à la culture, aux animations et au patrimoine :

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** le décret n°2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique,

**CONSIDÉRANT** l'évolution du contexte financier et fiscal des collectivités territoriales (baisse des dotations, transferts de compétences, encadrement de l'évolution des dépenses de fonctionnement, suppression de la taxe d'habitation),

Il est proposé au conseil municipal :

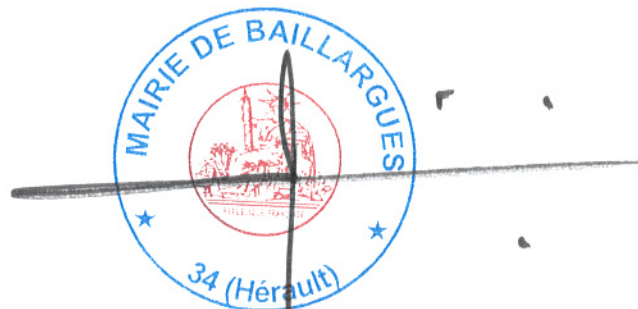
- de procéder au renouvellement de cette activité pour une durée d'un an reconductible,
- de rémunérer l'intervenant sur la base de 60€ bruts,
- de prévoir au budget les crédits nécessaires à cette activité,
- d'autoriser Monsieur le maire ou toute personne habilitée par lui d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

Le conseil municipal ouï l'exposé de Madame Béatrice BASSO et après en avoir délibéré à l'unanimité, **ACCEPTE** :

- De procéder au renouvellement de cette activité pour une durée d'un an reconductible,
- De rémunérer l'intervenant sur la base de 60€ bruts de l'heure,
- De prévoir les crédits nécessaires à cette activité,
- D'autoriser le maire ou toute personne habilitée par lui d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

Pour extrait conforme,  
Le 25 février 2020,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*